

**PERSONNELS DE L'EDUCATION NATIONALE DANS LE 93,
EXPRIMONS NOTRE COLERE DANS LA GREVE ET
DANS LA RUE LE 14 DÉCEMBRE !
MANIFESTATION AU DÉPART DE SAINT-MICHEL A 11H30 VERS LE MINISTERE!**

La situation des écoles, collèges et lycées du 93 est inadmissible. Elle est où l'égalité de traitement sur le territoire?

REVENDIQUONS :

- des moyens **en vie scolaire** : 1 CPE pour 120 élèves et 1 AED pour 50 élèves ;
- la **baisse générale des effectifs** pour toutes les classes : 16 élèves par classe dans les écoles et les collèges d'éducation prioritaire, 20 hors éducation prioritaire, 20 en lycée pro et 25 en LGT ;
- le **réemploi** sous statut non-précaire de toutes les personnes en contrat aidé dont les postes sont supprimés ;
- le **recrutement d'agent·e·s** à hauteur des besoins ;
- les ouvertures de **classes d'accueil** à hauteur des besoins ;
- des **RASED** complets en nombre suffisant ;
- une **médecine scolaire** digne de ce nom ;
- des postes d'**aide à la direction** ;
- un·e **ATSEM** par classe de maternelle ;
- une **formation initiale** et continue à la hauteur !

**NOS CONDITIONS DE TRAVAIL SONT
INDIGNES ! LES CONDITIONS D'ÉTUDE
DES ÉLÈVES SONT HONTEUSES !
MOBILISONS-NOUS !**

DES RÉFORMES ALARMANTES !

MOBILISONS-NOUS CONTRE LE TRI SOCIAL !

Le gouvernement a annoncé un plan étudiant dont la principale mesure est de permettre la **sélection à l'entrée de l'université**.

Sud Education 93 s'oppose à cette mesure qui remet en cause le libre accès à l'enseignement supérieur et individualise les parcours.

La réforme du Bac, c'est l'adaptation du Bac à cette université sélective : le renforcement du contrôle et réduction du contrôle terminal à 4 disciplines induit **la casse du cadre national du diplôme du baccalauréat, 1er niveau de qualification ouvrant à des droits dans le monde du travail**. Est-ce qu'un bac obtenu dans le 93 vaudra autant qu'un bac obtenu dans les quartiers plus favorisés? De plus **le bac deviendrait modulaire** et ouvrirait les portes de telle ou telle filière en fonction des modules validés alors même que tous les lycées ne proposent pas la même offre de formation !

**DES ATTAQUES SANS PRÉCÉDENTS CONTRE
L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL !**

L'enseignement professionnel est dans le viseur du gouvernement qui lance une grande réforme de la formation et de l'apprentissage dont le but est **de développer l'apprentissage dans l'enseignement public en facilitant par exemple la mixité des publics** (apprenti·e et lycéen·ne dans les classes). L'apprentissage, sous la coupe de l'entreprise, est une voie qui sélectionne et qui laisse trop d'élèves sur le carreaux puisqu'un·e apprenti·e sur deux abandonne sa formation avant la fin.

LE 14 DÉCEMBRE, SOYONS NOMBREUX ET NOMBREUSES POUR DÉFENDRE LES LIBERTÉS SYNDICALES

Une militante de Sud-Travail Affaires Sociales et Inspectrice du Travail a été suspendue de ses fonctions à titre conservatoire et déférée devant la commission de discipline pour avoir donné un interview à un journaliste le jour d'une manifestation syndicale. La commission de discipline se tient le 14 décembre. Cette militante participait à un rassemblement qui a eu lieu le 12 octobre au Pré Catelan- Bois de Boulogne- devant le congrès des DRH contre la politique de management des ressources humaines. Elle s'est exprimée face à ce journaliste de l'Humanité sur la politique du ministère du Travail vis à vis de ses agents publics : suppressions d'effectifs mettant à mal l'accomplissement des missions et dégradant les conditions de travail. Le ministère du Travail et des affaires sociales qualifie cet interview de manquement à l'obligation de réserve. La liberté d'expression des militants syndicaux est ici remise en cause.

**Rassemblement de soutien à 14h devant la DRH du ministère du Travail,
14 avenue Duquesne, métro Ecole Militaire**